

PRÉFECTURE DU NORD

DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE
BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT

Réf. D.A.G.E./3 - CHL

Arrêté préfectoral imposant à la S.C.I. LE MANOIR des prescriptions complémentaires pour le suivi post exploitation de la décharge de borogypse d'HERZEELE

Le préfet de la région Nord - Pas-de-Calais
préfet du Nord,
officier de la légion d'honneur
commandeur de l'ordre national du mérite

VU les dispositions du code de l'environnement annexées à l'ordonnance n° 2000-914 du 18 septembre 2000 ;

VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, notamment son article 18 ;

VU les décrets n° 93-742 et n° 93-743 du 29 mars 1993 ;

VU la nomenclature des installations classées résultant du décret du 20 mai 1953 modifié ;

VU l'arrêté préfectoral du 1er septembre 1990 autorisant la S.C.I. LE MANOIR à exploiter une décharge de borogypse à HERZEELE Lieudit La Briqueterie ;

VU l'arrêté préfectoral du 15 avril 1999 imposant à la SCI LE MANOIR des prescriptions complémentaires pour le suivi post exploitation de la décharge de borogypse d'HERZEELE ;

VU le rapport en date du 8 janvier 2002 de Monsieur l'ingénieur en chef des mines, directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'avis émis par le conseil départemental d'hygiène du Nord lors de sa séance du 19 février 2002; *du*

VU le rapport en date du 27 novembre 2002 de Monsieur l'ingénieur en chef des mines, directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'avis émis par le conseil départemental d'hygiène du Nord lors de sa séance du 21 janvier 2003;

SUR la proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture du Nord,

ARRETE

ARTICLE 1-

La SCI le Manoir, est tenue de respecter les prescriptions du présent arrêté, qui complètent les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 15 avril 1999, relatif au suivi post-exploitation de la décharge de borogypse de HERZEELE.

ARTICLE 2 – SUIVI

Le programme de suivi mis en place, en application de l'arrêté préfectoral du 15 avril 1999, article 3 est poursuivi en les mêmes termes sur une période de 30 ans à compter de la notification du présent arrêté préfectoral.

Ce programme peut être renforcé (en fréquence et en paramètres) à la demande de l'inspection des installations classées, si les résultats des analyses effectuées en montrent la nécessité.

Au terme des 10 premières années, si les résultats du suivi le permettent, le programme pourra être révisé après accord explicite de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 3

L'exploitant adresse annuellement une synthèse du programme de suivi, et des actions menées dans l'année sur le site. Cette synthèse est accompagnée de tous les commentaires et propositions nécessaires.

ARTICLE 4

L'exploitant est tenu de faire réaliser une étude technique permettant de déterminer l'impact de son site sur son environnement.

En ce qui concerne les eaux superficielles, cette étude déterminera notamment les moyens techniques à mettre en œuvre pour que leur rejet dans le milieu naturel respecte les valeurs limites correspondantes qui étaient indiquées à l'article 6 de l'arrêté préfectoral du 11/09/1990.

En ce qui concerne les eaux souterraines, cette étude comprendra au minimum une détermination spatiale des effets du stockage (étendue, concentrations observées dans chaque zone et impact correspondant, évolutions prévisibles, ...) ainsi que des propositions visant à réduire la pollution observée et/ou à la confiner.

Les résultats de ces études seront transmis à l'inspection des installations classées dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté préfectoral.

ARTICLE 5 – CONTROLES

Indépendamment des contrôles explicitement prévus par le présent arrêté, l'inspection des installations classées peut demander que des contrôles spécifiques, des prélèvements et analyses soient effectués par un organisme dont le choix est soumis à son approbation s'il n'est pas agréé à cet effet, dans le but de vérifier le respect des prescriptions d'un texte réglementaire. Les frais correspondants sont à la charge de l'exploitation.

L'inspection des installations classées peut demander à tout moment la réalisation inopinée ou non, par un organisme tiers choisi par lui-même, de prélèvements et analyses d'effluents liquides, gazeux, de déchets, de sols ou de niveaux sonores. Il peut également demander le contrôle de l'impact sur le milieu récepteur du site. Les frais occasionnés par ces contrôles inopinés ou non sont à la charge de l'exploitant.

ARTICLE 6

La présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif de LILLE. Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant, de quatre ans pour les tiers. Ce délai commence à courir du jour de sa notification.

ARTICLE 7-

Monsieur le secrétaire général de la préfecture du Nord et Monsieur le Sous-préfet de Dunkerque sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont ampliation sera adressée à :

- Monsieur le maire d'HERZEELE,
- Monsieur l'ingénieur en chef des mines, directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

En vue de l'information des tiers :

- un exemplaire du présent arrêté sera déposé à la mairie d'HERZEELE et pourra y être consulté; un extrait de l'arrêté sera affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire.
- le même extrait sera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement par les soins de la SCI LE MANOIR.

FAIT à LILLE, le 12 FEV. 2003

Pour ampliation,
P/Le chef de bureau délégué,


C. LECLERCQ

Le préfet,
P/Le préfet
Le secrétaire général adjoint

Christophe MARX